

Questions orales

Le ministre des Finances reconnaîtra-t-il que le consommateur dépense davantage aux États-Unis qu'au Canada, comme l'a signalé le Conference Board, car au Canada, contrairement à ce qui se fait aux États-Unis, on ne peut déduire les frais d'intérêts hypothécaires du revenu imposable, ce qui réduit le revenu dont disposent les contribuables? Le ministre des Finances entend-il aider, enfin, les propriétaires de maison en leur accordant cette déduction ou se propose-t-il plutôt d'offrir ses services à M. John Turner comme prochain ministre des Finances, malgré ses échecs répétés jusqu'à maintenant?

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Les conservateurs prennent peur, c'est évident, monsieur le Président.

Des voix: Oh, oh!

M. Lalonde: Ils ont raison. Je dois vous dire que n'importe lequel des deux candidats dont j'ai parlé, les écrasera lors des prochaines élections.

Mon collègue a cité l'opinion d'un organisme en particulier. Je m'en remettrai, quant à moi, à M. Carl Beigie, l'un des grands économistes du secteur privé au Canada, qui a déclaré que l'économie canadienne n'avait jamais été mieux placée depuis 15 ans pour progresser davantage.

L'EFFET DES TAUX D'INTÉRÊT—LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap): Monsieur le Président, ma question s'adresse également au ministre des Finances à qui on a déjà rappelé hier l'effet possible de l'augmentation des taux d'intérêt. Il sait qu'à leur niveau actuel, même si l'on néglige les augmentations prévisibles, ils vont probablement faire avorter la relance économique.

Le ministre s'est élevé violemment contre la position des Américains à propos des taux d'intérêt en disant que le Président Reagan avait simplement choisi de prétendre que tout allait pour le mieux. Comme le montre sa politique, il est clair que le Président Reagan se soucie peu des Canadiens. Paul Volcker se moque de la situation économique que nous traversons. Le ministre des Finances se soucie-t-il, lui, de la situation des Canadiens en raison de la politique de taux d'intérêt élevés que poursuit son gouvernement? S'il s'en soucie, pourquoi ne fait-il rien? Pourquoi ne commence-t-il pas à prendre des mesures indépendantes, purement canadiennes?

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Monsieur le Président, la réponse à la première question est oui. En ce qui concerne la deuxième question, il me suffit de rappeler à mon collègue qu'au cours des deux dernières années, les taux d'intérêt au Canada qui dépassaient ceux des États-Unis de 3.5 p. 100 leur sont maintenant inférieurs de 0.5 p. 100. Cela montre que nous nous soucions de ce problème et que nous faisons tout notre possible pour ramener les taux d'intérêt à leur plus bas niveau possible.

LA POSITION DU MINISTRE

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap): Monsieur le Président, je doute que, quoi qu'il en dise, le ministre se soucie de la

situation actuelle. En raison de sa politique de taux d'intérêt élevés et de son hésitation à prendre des mesures indépendantes, il y a de graves conséquences sociales pour le pays. De nombreux services psychiatriques sont pleins de jeunes, déprimés ou qui ont essayé de se suicider, parce qu'ils ne peuvent pas trouver de travail. Le ministre sait que la toxicomanie, l'alcoolisme et la violence familiale ont augmenté et que c'est en partie à cause de sa politique de l'argent cher, du manque d'activité économique et de l'absence de croissance économique qui en résulte, ainsi que, bien entendu, du nombre de Canadiens sans travail.

● (1430)

Le ministre a-t-il une conscience? Peut-il rester là assis, aujourd'hui, en sachant que les taux d'intérêt remontent et nous dire honnêtement qu'il n'est pas prêt à faire quoi que ce soit? Il ne fait que nous dire que cela le préoccupe, mais les conséquences sociales de sa politique de taux d'intérêt élevés semblent indiquer le contraire.

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Monsieur le Président, le député parle de «ma» politique de l'argent cher. Je ne sais pas où il était au cours des deux dernières années. Je viens de dire, dans ma réponse à sa première question, qu'en fait nous avons réussi, pour la première fois depuis bien longtemps, à ramener les taux d'intérêt au Canada à un niveau inférieur à ceux des États-Unis. Il a fallu pour cela que les Canadiens fassent preuve d'un peu d'imagination, qu'ils travaillent et collaborent, ce que n'a pas fait le parti néo-démocrate, devrais-je ajouter. Ce parti est plus enclin à se plaindre et à rouspéter qu'à essayer de regarder les choses en face et à les voir sous un jour objectif et positif.

Je ne peux que répondre au député que, si son parti a des propositions politiques, il les présente afin qu'elles soient examinées et critiquées. Que ses députés nous disent ce qu'ils feraient. Qu'ils nous disent s'ils sont partisans du contrôle des changes et d'une politique faite exclusivement au Canada, comme si le reste du monde n'existait pas et si 30 p. 100 du revenu des Canadiens ne dépendaient pas de nos exportations, comme si nous n'étions pas tributaires du reste du monde industrialisé. Nous sommes, pour le meilleur et pour le pire, étroitement liés à l'économie américaine. Dans l'ensemble, le Canada a bénéficié plus qu'il n'a souffert de sa situation géographique et économique. Nous ne devons pas l'oublier.

L'INVESTISSEMENT DANS LE REBOISEMENT

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap): Monsieur le Président, le ministre des Finances devrait savoir que si les États-Unis connaissent une relance économique c'est en raison des lourds investissements qu'ils font dans l'industrie de guerre, afin de se préparer à cette éventualité. L'argent est donc remis en circulation dans bon nombre de collectivités américaines et ce pays jouit de la reprise.